



C'EST LA RENTRÉE... SAUF POUR LE GOUVERNEMENT!

Le succès des Jeux olympiques et paralympiques a clôturé la période estivale en laissant place à la rentrée : rentrée scolaire, oui, rentrée sociale aussi, mais pas de rentrée pour le gouvernement!

Les ministres démissionnaires poursuivent, depuis plusieurs mois déjà, « *la gestion des affaires courantes* », mais en l'absence de nomination d'un nouveau gouvernement suite aux élections législatives, le temps social semble suspendu. Par exemple, le manque de personnels et de moyens dans les hôpitaux et à l'Éducation nationale, en particulier, mais plus généralement dans l'ensemble des services publics mérite une réelle attention; la réforme des retraites, qui a conduit à l'augmentation de l'âge légal de départ à la retraite et à l'allongement de la durée de cotisation, doit être abrogée; la convention d'Assurance chômage, négociée en novembre dernier, doit être agréée. C'est la raison pour laquelle nous avons accepté de rencontrer le cabinet du Premier ministre le mardi 17 septembre à Matignon. Nous y avons porté nos revendications en remettant le cahier revendicatif élaboré au début de l'été, et rappelé notre exigence de redonner la place qui est la sienne à la négociation collective.

Nous avons affirmé que l'application de nos revendications nécessite la mise en place d'un

gouvernement complet, composé de ministres de plein exercice pour le Travail, la Santé, la Fonction publique et l'Industrie notamment. Nous avons alerté sur la nécessité de prendre le temps de consulter les conseils d'administration des caisses sur le projet de loi de finances de la Sécurité sociale.

Nous avons réaffirmé nos exigences en matière de réindustrialisation, qui doit être une priorité du prochain gouvernement. Nous avons également redit notre revendication de conditionnalité des aides publiques distribuées aux entreprises, sans contrôle ni contrepartie.

Nous avons réaffirmé nos exigences

Le cabinet a reconnu que la situation politique était compliquée, toujours dans l'attente de l'installation d'un gouvernement. La déclaration de politique générale est prévue début octobre, avant la présentation d'un projet de budget, dont la date butoir est repoussée au 9 octobre. Nous avons mis en garde contre de nouvelles coupes budgétaires qui viendraient affaiblir encore les services publics.

Nous nous opposerons à tout projet de loi de finances et de loi de financement de la Sécurité sociale, définissant les orientations économiques et sociales de notre pays, qui mèneraient à des politiques d'austérité et qui entraîneraient notre pays vers toujours plus d'injustice sociale et de précarité.

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr